

GOOGLE ET L'ÉTAT FÉDÉRAL ÉTATS-UNIEN : INTERDÉPENDANCE, CONTESTATION ET HYBRIDATION

[Charles Thibout](#)

ESKA | « Entreprises et histoire »

2021/3 n° 104 | pages 142 à 163

ISSN 1161-2770

ISBN 9782747232371

DOI 10.3917/eh.104.0142

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-entreprises-et-histoire-2021-3-page-142.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

GOOGLE ET L'ÉTAT FÉDÉRAL ÉTATS-UNIEN : INTERDÉPENDANCE, CONTESTATION ET HYBRIDATION

par Charles THIBOUT

Doctorant en science politique

Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

Comment certains dirigeants de Google sont-ils parvenus à occuper et à maintenir une position dans le champ du pouvoir états-unien ? C'est à cette question que tente de répondre cet article, en dépliant l'écheveau de relations qu'entretiennent Google et l'État depuis la création de l'entreprise en 1998. Dans cette perspective, il met en évidence trois types de relation (interdépendance, contestation et hybridation) en se focalisant sur le rôle de l'entreprise dans la politique étrangère fédérale, le positionnement intellectuel de certains de ses cadres et les circulations professionnelles de part et d'autre de la frontière public-privé.

« *In reality, they are doing things the CIA cannot do* ». Lorsqu'en 2011, Jared Cohen, directeur de Google Ideas, le *think/do tank* interne de la firme californienne, entreprend une série de voyages au Moyen-Orient pour « obtenir la participation de la communauté iranienne » aux activités de son groupe de travail sur les « sociétés répressives », l'agence de renseignement privée Stratfor n'a guère de doute sur les motivations de l'entreprise¹. Jared Cohen vient de quitter le département d'État, qui s'est fixé l'objectif, sous la direction d'Hillary Clinton, d'accroître l'interconnexion des individus à travers le monde

par les technologies numériques, de renforcer la capacité d'organisation des mouvements sociaux, voire de stimuler et soutenir les processus révolutionnaires contre les régimes ennemis des États-Unis. L'interprétation du rôle de Google dans la politique étrangère états-unienne pourrait surprendre, tant elle contraste avec les valeurs libertaires (ou libertariennes) qu'affichent ostensiblement ses dirigeants. Globalement hostiles à l'intervention de l'État dans la vie des individus et des entreprises, ils défendent plutôt un idéal cosmopolitique d'effacement des frontières au profit d'une société transnationale reliée

¹ F. Burton, « Re: GOOGLE & Iran ** internal use only - pls do not forward ** », email ID 1121800 (27 février 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 mars 2012.

par Internet, sous le patronage bienveillant de la firme de Mountain View².

Le fait est que, depuis sa création, Google entretient d'étroits rapports avec l'État fédéral, qui s'articulent autour des principes apparemment paradoxaux de coopération et d'opposition : une dichotomie principielle dont découle une « proximité conflictuelle » entre l'État et des acteurs privés que de nombreux travaux en sciences sociales ont par ailleurs contribué à mettre au jour, plutôt, du reste, sous l'angle de la collusion que de l'antagonisme. Ils se rapportent, aux États-Unis comme en Europe, au processus de recomposition de l'État³, au « brouillage » de la frontière public-privé⁴ et à la délégation de responsabilités régaliennes aux entreprises, y compris en politique étrangère⁵ et de défense⁶. Le secteur des hautes technologies ne fait pas exception⁷, d'aucuns évoquant même la constitution d'un « complexe militaro-Internet »⁸.

Dans cet article, nous proposons de saisir l'histoire des relations de Google et de l'État

à partir de la notion bourdieusienne de champ du pouvoir, soit « l'espace des positions à partir desquelles s'exerce un pouvoir sur le capital sous ses différentes espèces [...] ». L'appartenance au champ du pouvoir étant définie par [...] la possession d'une quantité de capital suffisante pour dominer en tel ou tel champ »⁹. Cette lecture nous semble opportune pour comprendre la densité et la constance des liens qui unissent les dirigeants de Google à certains agents dominants des champs politique et bureaucratique états-unis depuis la création de l'entreprise et, tout spécialement, durant les deux mandats de Barack Obama. Entre eux se noue une relation d'interdépendance qui tire pour partie son origine de la légitimité accrue du capital technique de Google, fondée sur la maîtrise des technologies de l'information, dans la conduite de la politique étrangère, de défense et de renseignement. Nous observons la formation d'un entrelacs relationnel particulièrement confus qui apparaît, tantôt, comme le symptôme de la constitution d'un nouvel « espace frontière »¹⁰, d'un « champ

² « As global connectivity continues its unprecedented advance, many old institutions and hierarchies will have to adapt or risk becoming obsolete, irrelevant to modern society. [...] We will increasingly reach, and relate to, people far beyond our own borders and language groups, sharing ideas, doing business and building genuine relationships ». E. Schmidt et J. Cohen, *The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business*, New York, Alfred A. Knopf, 2013 (édition numérique), p. 11-12.

³ D. King et P. Le Galès, « Sociologie de l'État en recomposition », *Revue française de sociologie*, vol. 52, n° 3, p. 453-480.

⁴ P. France et A. Vauchez, *Sphère publique, intérêts privés. Enquête sur un grand brouillage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017 ; G. Daho et N. Gally, « Le cabinet ministériel comme espace frontière. Les collaborateurs ministériels passés par la sphère privée sous la présidence de François Hollande », *Revue française d'administration publique*, n° 168, 2018, p. 849-874 ; P. Musso, *Le temps de l'État-Entreprise. Berlusconi, Trump, Macron*, Paris, Fayard, 2019. Voir également l'ouvrage classique de G. McConnell, *Private Power and American Democracy*, New York, Alfred A. Knopf, 1966.

⁵ J. S. Smith, « The Great Transformation: The State and the Market in the Postwar World », in J. T. Sparrow, W. J. Novak, S. W. Sawyer (eds.), *Boundaries of the State in US History*, Chicago, University of Chicago Press, 2015, p. 127-155 ; L. Badel, « Diplomatie économique, diplomatie d'entreprise », in T. Balzac, F. Charillon, F. Ramel (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 245-261.

⁶ Voir notamment Y. Levine, *Surveillance Valley: The Secret Military History of the Internet*, New York, Public Affairs, 2018 (éd. numérique).

⁷ C. Lécuyer, *Making Silicon Valley: Innovation and the Growth of High Tech (1930-1970)*, Cambridge, MA, MIT Press, 2006.

⁸ S. Harris, *@War: The Rise of the Military-Internet Complex*, Boston-New York, Eamon Dolan/Houghton Mifflin Harcourt, 2014.

⁹ P. Bourdieu, « Champ du pouvoir et division du travail de domination. Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985-1986 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 190, 2011, p. 128. Voir également P. Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, 2012.

¹⁰ G. Daho et N. Gally, « Le cabinet ministériel comme espace frontière », *art. cit.*, p. 849-874.

de l'intermédiation et de l'influence »¹¹, voire d'une extension inédite du « champ des compétences décisionnelles et organisationnelles » d'acteurs privés¹². Mais, d'un autre côté, la multiplication des circulations professionnelles que nous mesurons entre Google et l'administration fédérale, ainsi que le pouvoir croissant de certains dirigeants de Google sur le champ bureaucratique, nous invitent plutôt à considérer cette relation sous l'angle de la solidarité partielle des intérêts. Sur ce dernier point, nous nous appuyons en particulier sur la relation partenariale que nouent une partie du personnel de Google et celui du département d'État dans le cadre de la politique étrangère sous la présidence Obama.

Notre recherche se fonde principalement sur plusieurs revues de presse, la consultation des archives de différentes administrations et organisations états-uniennes (Maison-Blanche, départements, agences, universités, *think tanks*...) et du Congrès, des télégrammes diplomatiques du département d'État et des courriels internes de l'agence Stratfor¹³ et de l'entourage d'Hillary Clinton publiés par WikiLeaks, la documentation produite par Google (livres, articles, site Internet, réseaux sociaux, discours), une base de données biographiques constituée à partir de la plateforme LinkedIn, les bases de données du Center for Responsive Politics et du Senate Office of Public Records sur le financement des campagnes électorales et le lobbying aux États-Unis, celle du Federal Procurement Data System sur les contrats fédéraux et, enfin, celle du Federal Advisory Committee Act sur les comités consultatifs fédéraux.

Nous souhaitons montrer, dans un premier temps, l'intérêt heuristique d'appréhender le couple État-Google d'un point de vue relationnel, en dépliant les liens de solidarité qui les unissent, à partir de la création de Google puis de son développement et de sa participation à la conduite de la politique étrangère. Nous examinons, dans un second temps, la manière dont la relation d'interdépendance entre Google et l'État fédéral, malgré les divisions et les antagonismes, se traduit à la fois par une profusion de circulations professionnelles de part et d'autre de la frontière public-privé et par l'accession de certains cadres de Google à des positions dans le champ du pouvoir.

1. LA CONSTRUCTION D'UNE INTERDÉPENDANCE AUTOUR DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, ENTRE RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CONDUITE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET EXPANSION COMMERCIALE

La création de Google est indissociable de la fonction organisatrice du gouvernement fédéral dans le domaine économique et scientifique, au moins depuis la fin du XIX^e siècle et surtout depuis la Seconde Guerre mondiale¹⁴. En dépit de l'attachement des dirigeants de Google à des principes antiétatiques, mêlant considérations cybernétiques et contestation

¹¹ P. France et A. Vauchez, *Sphère publique, intérêts privés*, op. cit., p. 9.

¹² P. Genschel et B. Zangl, « L'État et l'exercice de l'autorité politique. Dénationalisation et administration », *Revue française de sociologie*, vol. 52, n° 3, 2011, p. 509-535.

¹³ Société privée de renseignement fondée en 1996 par le politologue George Friedman, Stratfor a pour principaux clients de grandes entreprises du secteur de la défense et des administrations fédérales (Department of Homeland Security, Marines et DIA). Y sont employés d'anciens agents de renseignement, comme Fred Burton, ancien agent spécial de l'U.S. Diplomatic Security Service, qui suit particulièrement les activités de Jared Cohen.

¹⁴ Voir O. Zunz, *Le Siècle américain. Essai sur l'essor d'une grande puissance*, Paris, Fayard, 2000 ; C. Lécuyer, « Manager l'innovation », in C. Bonneuil et D. Pestre (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, t. 3 : *Le siècle des technosciences*, Paris, Seuil, 2015, p. 423-439.

libertarienne, l'entreprise et l'État affichent une proximité organisationnelle et interpersonnelle qui trouve son origine dans les conditions même de la formation de Google (1.1). Elle se renforce, par la suite, dans la participation de l'entreprise à l'action publique, tout particulièrement manifeste dans le cas de la politique étrangère (1.2).

1.1. Un État « entrepreneur de science »

Le récit de la genèse de Google bénéficie généralement d'un traitement hagiographique : à la fin des années 1990, deux doctorants en informatique de Stanford interrompirent leurs études pour fonder une start-up dans un garage californien et, inspirés par un « génie » naturel, en firent l'une des plus grandes entreprises de tous les temps¹⁵. La parabole du *self-made man*, reconfigurée selon les standards technophiles, oblitère cependant l'espace social dans lequel évoluaient Sergey Brin et Larry Page au moment où ils créèrent Google et, tout particulièrement, le rôle fondateur joué par cet État « entrepreneur de science »¹⁶ qu'est l'État fédéral. Un rôle financier d'abord : ils reçurent, dès leurs études doctorales, les subsides de six agences¹⁷, notamment dans le cadre du *Stanford Integrated Digital Library Project*, financé à hauteur de 4,5 milliards de dollars dans le but de créer un système de classement et d'accès centralisé à l'ensemble des informations circulant sur Internet. Les travaux de Sergey Brin et de Larry Page menés

pour ce projet furent directement à l'origine de l'algorithme de classement de pages web Page Rank et du moteur de recherche Google¹⁸.

Dans cette histoire, néanmoins, l'État ne se réduit pas à un simple pourvoyeur de fonds, il en contrôle également l'utilisation. Pendant deux ans environ, jusqu'à la création de l'entreprise en septembre 1998, Sergey Brin rendit compte tous les trois mois de l'avancée de ses travaux à deux représentants de la communauté du renseignement états-unienne. L'une, Bhavani Thuraisingham, était une cadre dirigeante de MITRE Corporation, un sous-traitant historique du département de la Défense ; l'autre, Rick Steinheiser, travaillait à l'Office of Research and Development de la Central Intelligence Agency (CIA). Tous deux coordonnaient le programme *Massive Digital Data Systems* (MDDS), aux côtés de représentants de la National Security Agency (NSA) et du Community Management Staff (CMS) du Director of Central Intelligence (DCI). Ce programme visait à développer des « technologies de gestion de données », des méthodes d'« indexation », de « requête » et de « navigation sur Internet », destinées à l'armée et au renseignement :

« *The ultimate vision is to provide for the seamless access and fusion of massive amounts of data, information, and knowledge in a heterogeneous and real-time environment to carry out the functions of the [Intelligence Community] with diminishing resources.* »¹⁹

Les travaux de Sergey Brin furent pour partie financés par le MDDS, comme il l'indiqua

¹⁵ Voir le premier ouvrage à succès consacré à Google par les journalistes D. Vise et M. Malseed, *The Google Story*, New York, Delacorte Press, 2005. Pour une vision critique de ce point de vue, sous l'angle des conditions de financement privé de l'entreprise à ses débuts, cf. P. Fridenson, « Le financement des nouvelles entreprises de haute technologie aux États-Unis : l'expérience de Google », in P. Fridenson et P. Griset (dir.), *Entreprises de haute technologie, État et souveraineté depuis 1945*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 253-264.

¹⁶ Voir C. Bonneuil et D. Pestre, « Le siècle des technosciences (depuis 1914) », in C. Bonneuil et D. Pestre (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, op. cit., p. 9-24.

¹⁷ NSF, DARPA, NASA, CIA et NSA.

¹⁸ NSF, « The Stanford Integrated Digital Library Project », Award Abstract #9411306, 16 septembre 1994 : https://www.nsf.gov/awardsearch/showAward?AWD_ID=9411306.

¹⁹ H. Curran, R. Kluttz, C. Pierce, R. Steinheiser, B. Thuraisingham, « Intelligence Community Initiative in Massive Digital Systems », date inconnue. Première page reproduite dans B. Thuraisingham, « Big Data: Have we seen it before? », University of Texas at Dallas, 25 mars 2013 (mis à jour le 25 janvier 2015). En ligne. URL : https://personal.utdallas.edu/~bxt043000/Motivational-Articles/Big_Data-Have_we_seen_it_before.pdf.

dans un article présentant quelques-unes des fonctionnalités de PageRank et de Google, trois mois avant la création de l'entreprise²⁰.

Cette proximité originelle entre Google et l'État fédéral procède de la place prépondérante que les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont acquise dans l'armée et le renseignement états-uniens au cours des années 1990²¹, dans un contexte de développement d'Internet et d'essor du Web. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la perspective d'une guerre conventionnelle s'éloignait, tandis que les attentats d'Al-Qaïda traduisaient l'inadaptation des systèmes d'armes classiques à cette nouvelle forme de conflictualité. Or, en étant affectées au contre-terrorisme, les TIC pouvaient y suppléer. C'est ce que suggère Bhavani Thuraisingham, dans un ouvrage paru en 2003. Elle y indique que, six ans plus tôt, elle et le « Dr. Rick Steinheiser de la CIA [ont] entamé des discussions avec la Defense Advanced Research Projects Agency sur l'application de l'exploration de données (*data mining*) au contre-terrorisme. [Leurs] idées étaient issues d'un travail commun sur une initiative de la communauté du renseignement sur les *Massive Digital Data Systems* »²². De fait, le département de la Défense et les agences de renseignement accentuèrent leur soutien à la recherche universitaire et aux entreprises dans le secteur des TIC pour assurer leurs besoins opérationnels. En cela, ils perpétuaient, tout

en en renouvelant les agencements, les prédispositions à la « pensée experte »²³ ou au « solutionnisme technologique »²⁴ de l'administration fédérale, et sa traduction organisationnelle, le « complexe scientifique-militaire-industriel »²⁵, progressivement installé à partir de la présidence de Franklin Roosevelt et dont Google est l'un des nombreux héritiers.

La collaboration de Google avec la communauté du renseignement s'étoffa au fil des années. En 2003, la CIA passa un contrat spécial avec l'entreprise pour personnaliser son outil d'indexation de documents (*Google Search Appliance*) pour les besoins du Intelink Management Office, un bureau placé sous l'autorité du directeur du renseignement national (DNI) chargé de superviser les intranets « top-secret, secret et sensible » de la CIA et d'autres agences de renseignement. Le même produit fut fourni au FBI l'année suivante et au département de l'Armée (un département du DoD, le ministère de la Défense) en 2005. À l'automne 2004, Google fit l'acquisition de la start-up Keyhole, qui avait reçu son capital d'amorçage du fonds d'investissement de la CIA, In-Q-Tel, en février 2003, à la demande expresse de l'Agence nationale de renseignement géospatial²⁶, avec laquelle Google signa un contrat sans appel d'offres, en 2010, pour l'utilisation des services de visualisation de Google Earth, produit conçu à l'origine par Keyhole²⁷. Grâce à l'acquisition de Keyhole, In-Q-Tel reçut près de 2,2 millions de dollars

²⁰ Il y est également fait référence aux bourses que lui ont accordées la NSF, IBM et Hitachi. S. Brin, R. Motwani, L. Page, T. Winograd, « What can you do with a Web in your Pocket? », *Bulletin of the Technical Committee on Data Engineering* (IEEE Computer Society), vol. 21, n° 2, juin 1998, p. 37.

²¹ Voir J. Arquilla, « The "Velvet" Revolution in Military Affairs », *World Policy Journal*, vol. 14, n° 4, hiver 1997-1998, p. 32-43.

²² B. Thuraisingham, *Web Data Mining and Applications in Business and Counter-Terrorism*, Boca Raton, CRC Press, 2003, p. XXIV.

²³ S. Hoffmann, *Gulliver empêtré. Essai sur la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Seuil, 1971, p. 201-221.

²⁴ E. Morozov, *To Save Everything, Click Here: The Folly of Technological Solutionism*, New York, Public Affairs, 2013.

²⁵ C. Bonneuil et D. Pestre, « Le siècle des technosciences (depuis 1914) », *art. cit.*, p. 13. Sur la constance des liens entre les mondes militaire, universitaire et économique, voir notamment S. W. Leslie, *The Cold War and American Science: The Military-Industrial-Academic Complex at MIT and Stanford*, New York, Columbia University Press, 1993.

²⁶ A. Kimery, « While Fending Off DoJ Subpoena, Google Continues Longstanding Relationship With US Intelligence », *HStoday.us*, 25 janvier 2006 (archivé le 17 janvier 2012).

²⁷ J. Rosen, « Spy Agency Amends No-Bid Contract Notice, But Google Still Favored », *Fox News*, 24 août 2010.

d'actions de Google²⁸. En janvier 2009, l'entreprise intégra le programme PRISM de la NSA, un programme de surveillance électronique permettant à l'agence de collecter les données numériques de personnes vivant hors des États-Unis (emails, photos, conversations audio et vidéo, historiques de navigation...) « directement depuis les serveurs de ces fournisseurs de services américains : Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, PalTalk, AOL, Skype, YouTube, Apple », comme l'indique un document de présentation émanant de l'agence de renseignement et révélé par Edward Snowden²⁹. En avril 2017, Google noua un partenariat avec le Pentagone pour la mise en œuvre du projet Maven, pour lequel l'entreprise fournit un ensemble d'outils d'analyse automatique des flux vidéo enregistrés par les drones de l'armée dans le cadre d'opérations de contre-insurrection et de contre-terrorisme ; le projet fut finalement abandonné en 2019, sous la pression d'une partie des employés de la société. Enfin, en 2020, elle fit partie des cinq entreprises (avec Amazon, Microsoft, Oracle et IBM) à signer un contrat avec la CIA pour la fourniture de services de *cloud computing*.

Certes, Google n'est pas la seule entreprise, tant s'en faut, à avoir bénéficié des subsides de l'État pour se développer, comme en témoignent les bénéfices qu'ont retirés des sociétés telles qu'Apple³⁰, Amazon³¹ ou Microsoft³² des politiques technologiques fédérales. Mais la position de Google dans le champ du pouvoir états-unien se singularise

par la valeur qu'a tôt accordée le secteur militaire et sécuritaire de l'État au capital technique de l'entreprise, y discernant un répertoire d'instruments de politiques publiques, notamment en matière de surveillance et de lutte antiterroriste, dont l'efficacité dépassait largement celle de ses concurrents³³. À telle enseigne que certains³⁴ ont pu voir dans les techniques de *data mining*, de profilage et d'analyse prédictive de Google les prémices du plan *Total Information Awareness* de la DARPA, le « projet Manhattan du contre-terrorisme » selon son concepteur, John Poindexter, ancien directeur de la NSA. Cette valeur accordée aux ressources technologiques de l'entreprise explique, au moins partiellement, la proximité de certains dirigeants de Google avec une partie de l'exécutif fédéral et leur influence croissante sur la définition légitime de certaines de ses activités, comme la conduite de la politique étrangère.

1.2. Instrumentalisations croisées : le cas de la politique étrangère

Les ressources techniques de Google suscitèrent la convoitise non seulement de l'armée et du renseignement, mais également, après l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, du service de l'analyse et de la stratégie du département d'État, le Policy Planning Staff. Plutôt que l'instrumentalisation univoque des technologies de Google par l'État, vraisemblable au

²⁸ Ces actions ont été vendues en novembre 2005. Voir le site (archivé le 26 novembre 2005) *Yahoo! Finance* : <https://web.archive.org/web/20051126233137/http://biz.yahoo.com:80/t/44/4984.html>.

²⁹ NSA, « PRISM/US-984XN », avril 2013. Diapositives présentant le programme, transmises par Edward Snowden au *Guardian*.

³⁰ M. Mazzucato, *L'État entrepreneur. Pour en finir avec l'opposition public-privé*, Paris, Fayard, 2020, chapitre 5 : « Ce que l'iPhone doit à l'État ».

³¹ E. Manna and J. Franzblau, « Government Inc.: Amazon, Government Security & Secrecy », rapport, Open the Government, 13 mars 2019.

³² Entre 1986 et le 11 mai 2021, Microsoft a signé 9 125 contrats fédéraux pour un montant total de 4,49 milliards de dollars, dont 3,4 milliards pour des contrats avec l'armée, le renseignement et le FBI.

³³ Voir notamment Y. Levine, « Chapter 5. Surveillance Inc. », in *Surveillance Valley*, op. cit., p. 119-141.

³⁴ C'est le cas notamment de Chris J. Hoofnagle, professeur de droit de l'informatique à Berkeley. Voir « Testimony of Chris Jay Hoofnagle, Director, Electronic Privacy Information Center West Coast Office, Privacy Risks of E-mail Scanning », California Senate Judiciary Committee, 15 mars 2005.

premier abord, se constitua alors une forme de collaboration et d'interdépendance entre certains dirigeants de l'entreprise (Eric Schmidt son PDG au premier chef) et les membres de ce service (Jared Cohen et Alec Ross en tête).

Cette coopération en matière de politique étrangère semble remonter à la fin de l'année 2008, lorsque Google et cinq autres entreprises (Facebook, AT&T, Howcast, MTV et Gen-Next) parrainèrent le premier sommet de l'Alliance of Youth Movements³⁵, un programme du département d'État conçu essentiellement par Jared Cohen, membre du Policy Planning Staff de la secrétaire d'État Hillary Clinton, afin de permettre à « tout groupe voulant bâtir une organisation d'émancipation [*empowerment*] de la jeunesse de lutter contre la violence et l'oppression dans le monde »³⁶. Google y était représenté par trois cadres de son département New Business Development, et non, comme l'on pourrait s'y attendre, par des salariés chargés des affaires publiques ou de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)³⁷.

L'Alliance of Youth Movements relevait du programme *21st Century Statecraft*, établi par Hillary Clinton en 2009, qui visait à encourager la diffusion des TIC afin de soutenir les mouvements révolutionnaires en lutte contre les régimes autoritaires³⁸. En témoigne un télégramme du chef de la représentation états-unienne à Cuba, Jonathan Farrar, le 19 juin 2009, qui se plaint de ce que les grandes firmes technologiques (Microsoft, Google, Facebook) prohibent l'accès des Cubains à

leurs services de messagerie pour se conformer au blocus de l'île. Selon lui, l'assouplissement des restrictions états-uniennes « en matière de télécommunications peut, sur le modèle de l'Iran, contribuer à l'agitation démocratique à Cuba »³⁹. Il fait allusion à l'utilisation des réseaux sociaux lors des journées insurrectionnelles alors en cours en Iran. Trois jours plus tôt, Jared Cohen avait adjuré (avec succès) Jack Dorsey, le dirigeant de Twitter, de proroger une opération de maintenance sur sa plateforme afin que les manifestants pussent continuer à correspondre, alors que les communications téléphoniques avaient été bloquées par les autorités iraniennes.

L'initiative ressortit plus largement au choix politique d'encourager et de tirer parti de la diffusion des TIC en les associant à l'instrumentation traditionnelle du gouvernement fédéral : la politique étrangère menée par Hillary Clinton apparaissait ainsi comme une potentielle source de profits directs pour une entreprise telle que Google, par la mobilisation de ses produits et services par la diplomatie états-unienne, mais aussi par l'ouverture de nouveaux marchés. C'est à l'aune de cette nouvelle orientation politique qu'il faut mesurer la participation d'entreprises du secteur du numérique à une série de « délégations technologiques » organisées, à partir de 2009, par le département d'État sous la conduite de Jared Cohen. Eric Schmidt se joignit à l'une d'elles, en novembre 2009, en Irak, aux côtés de Jared Cohen, de Don Dixon, P-DG de la société de capital-risque Trident Capital, et

³⁵ Alliance of Youth Movements Summit, « Attendee Biographies », 3-5 décembre 2008, New York City : <https://assets.documentcloud.org/documents/5685394/AYM-NYC-Attendees.pdf>. Google parraina également le second sommet, l'année suivante, et devint l'un des principaux sponsors de l'ONG qui en est issue, Movements.org, aux côtés du département d'État et de Facebook notamment. Voir le site archivé (31 janvier 2011) : <https://web.archive.org/web/20110131125436/http://www.movements.org:80/pages/sponsors>.

³⁶ J. K. Glassman and J. Cohen, « Special Briefing To Announce the Alliance of Youth Movement », Washington D.C., 24 novembre 2008 (archives du département d'État) : <https://2001-2009.state.gov/r/us/2008/112310.htm>

³⁷ AT&T et Facebook, sponsors également de l'événement, sont quant à eux représentés par des cadres de leur département des affaires publiques.

³⁸ Ahmed Salah, cofondateur du Mouvement de la jeunesse du 6 avril, impliqué dans la révolution égyptienne de 2011, a participé à ce premier sommet. Voir Ambassade des États-Unis au Caire, « April 6 activist on his U.S. visit and regime change in Egypt », 08CAIRO2572_a, 30 décembre 2008, Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks.

³⁹ Représentation des États-Unis à La Havane, « Cubans disappointed by Microsoft; inspired by Iran », ID 09HAVANA361_a_a, 19 juin 2009, Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks.

de sa propre fille, Sophie Schmidt, présentée comme une consultante de Google. Un câble de l'ambassade des États-Unis à Bagdad précise qu'il y rencontra plusieurs ministres irakiens, dans le but « d'échanger leurs vues sur la façon d'améliorer l'industrie technologique et l'Internet irakiens »⁴⁰. Le dernier jour de la visite, il annonça la numérisation par Google de l'ensemble des collections du Musée national irakien, une étonnante marque de générosité décodée dans la suite du télégramme : « *The USG-led effort to make the Iraq National Museum's artifacts available to all is in direct support of SFA [Strategic Framework Agreement] Section IV to encourage cultural exchanges and cultural preservation* ». L'accord mentionné, qui accompagnait l'accord de retrait des troupes états-uniennes d'Irak, comprenait un programme d'aide au développement et de coopération culturelle (section IV), mais aussi un volet entièrement consacré à la coopération dans le domaine des TIC (section VII), également mentionné dans le télégramme et auquel Google prit part par l'intermédiaire d'Eric Schmidt. Il prévoyait, entre autres, l'échange d'informations concernant la régulation des télécoms et les politiques de développement des TIC, la participation de l'Irak au Forum sur la gouvernance de l'Internet et, surtout, la « libéralisation » du marché des services de télécommunication et de technologies de l'information, un enjeu de premier ordre pour l'entreprise.

Eric Schmidt laissa entrapercevoir le véritable but de cette visite quand il défendit publiquement la massification de l'accès à Internet en Irak, qu'il présenta comme un préalable nécessaire au développement d'un « cycle vertueux » : « *The cycle would begin when Iraqis created a business using tools*

readily available on the Internet and perpetuated when others joined in as the potential for social and economic benefit became more and more apparent ». Démocratiser l'accès à Internet revenait *ipso facto* à accroître le nombre d'utilisateurs des technologies de Google ; or le modèle économique de l'entreprise repose éminemment sur le traitement des données des utilisateurs de ses services et leur commercialisation auprès d'annonceurs publicitaires. Pour continuer à se développer, il lui faut donc élargir l'accès à Internet à ceux que ses dirigeants surnomment les « *next 5 billion* »⁴¹. L'Irak constituait une cible de choix avec seulement 1 % de sa population connectée à Internet en 2009 : dès l'année suivante, la part des utilisateurs irakiens d'Internet enregistra une croissance exponentielle et atteignit les 75 %, moins de dix ans après le voyage d'Eric Schmidt⁴².

Ainsi convergeaient les intérêts commerciaux de Google et ceux de la diplomatie états-unienne, comme en témoigne à nouveau le télégramme : « *On the cultural heritage front, the release of the thousands of images Google engineers took in early 2010 could spark heightened interest in Iraq's rich cultural treasures and boost the chances for further public-private partnership in support of USG goals as laid out in the SFA* »⁴³. Au-delà du cas irakien, l'objectif de ce type de voyage était bien d'associer plus étroitement les firmes technologiques à l'agenda diplomatique du gouvernement :

« *The fact that Google CEO Eric Schmidt visited Iraq is in itself a significant step forward toward attracting involvement from U.S. firms and underlines the effectiveness of USG efforts to engage IT companies. Next steps include capitalizing on this involvement through subsequent TechDels [délégations*

⁴⁰ Ambassade des États-Unis à Bagdad, « Second TechDel Boots Up Baghdad », ID 09BAGHDAD3201_a, 14 décembre 2009, Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks.

⁴¹ E. Schmidt, « The Next 5 Billion: Life in Our New Connected Age », CRASSH symposium « Connectivity and the Diffusion of Power », Université de Cambridge, 28 janvier 2013.

⁴² Données issues de l'Union internationale des télécommunications.

⁴³ Ambassade des États-Unis à Bagdad, « Second TechDel Boots Up Baghdad », ID 09BAGHDAD3201_a, 14 décembre 2009, Public Library of US Diplomacy, WikiLeaks.

technologiques] and continued outreach to the business community. »⁴⁴

À la fin des années 2000, une alliance de fait a ainsi été conclue entre Google et le département d'État, chacun s'appuyant sur les forces de l'autre pour défendre ses intérêts. Mais la répartition des rôles tendit rapidement à se troubler. En février 2010, lors d'une visite publique au siège de l'entreprise de Jared Cohen et d'Alec Ross, *Senior Advisor for Innovation* de la secrétaire d'État, dans le cadre de la participation de Google au *21st Century Statecraft*, Eric Schmidt confessa :

« I like to think of Alec and Jared as our representatives to the government. We elected these guys, if you will, to represent our values, and the things that we care about, and I cannot think of two better people to work with for many years. They're here today doing seminars internally [...], and we consider them some of the best friends of Google. »⁴⁵

Les deux hommes étouffèrent un rire gêné. Mais, huit mois plus tard, Jared Cohen était engagé par Google pour diriger le « *think/do tank* » interne de l'entreprise, *Google Ideas* (plus tard rebaptisé *Jigsaw*), et devenait une manière de « diplomate en chef », un représentant des intérêts de Google à l'étranger mais aussi auprès de l'exécutif fédéral.

Ses nouvelles fonctions expriment de façon édifiante l'interpénétration des activités de l'entreprise et de l'État fédéral. Durant les événements du « Printemps arabe », il se rendit en Tunisie, en Égypte et s'apprêta à gagner Gaza avant d'en être dissuadé par sa hiérarchie. Selon les sources de l'agence Stratfor, qui s'avèrent

être Eric Schmidt et Marty Lev, vice-président de Google chargé de la sécurité, Jared Cohen travaillait en réalité « pour le Dépt. d'État et la MB [Maison-Blanche] pour soutenir les renversements de régimes arabes »⁴⁶. Cette affirmation indique pour le moins que les activités de Jared Cohen n'ont que peu évolué depuis son arrivée à Google : au département d'État, il défendait déjà les intérêts communs du gouvernement et du secteur des TIC. La facilité avec laquelle il s'est adapté à son nouveau statut et le fait que, concomitamment, des cadres de Google impliqués dans la *21st Century Statecraft* aient rejoint l'administration fédérale pour conduire des missions similaires⁴⁷ traduit l'étroitesse des liens qui unissent l'entreprise et l'État fédéral, et peut-être davantage encore le continuum que forment leurs activités, leurs modes d'action et leurs agents, seulement séparés par des « différences évanouissantes »⁴⁸, soit une continuité sans être une identité, qui inclinent à la confusion.

2. DIVERGENCES POLITIQUES ET HYBRIDATION : LA POSITION DE GOOGLE DANS LE CHAMP DU POUVOIR AUX ÉTATS-UNIS

Partenaires des militaires et des diplomates, certains cadres de Google n'hésitent pourtant pas à se faire les contempteurs zélés de l'État, en contestant son autorité à la racine

⁴⁴ *Ibid.* Sur les enjeux du renforcement de la diplomatie états-unienne en Irak, voir A. de Hoop Scheffer, « Les États-Unis en Irak : les errances du *regime change* », *Politique étrangère*, 2^e série, vol. 32, n° 3, automne 2011, p. 559-572. Google fut par ailleurs associé à des projets comparables en Chine, en Corée du Nord, à Cuba ou encore au Vietnam.

⁴⁵ Google, « Eric Schmidt, Alec Ross & Jared Cohen on 21st Century Statecraft », YouTube, 23 mars 2010.

⁴⁶ F. Burton, « Re : GOOGLE's Jared Cohen update », email ID 398679 (14 février 2011), Global Intelligence Files, WikiLeaks, 14 mars 2012.

⁴⁷ Il s'agit en particulier de Katie Stanton et de Megan Smith qui représentaient Google lors du premier sommet de l'Alliance of Youth Movements. La première rejoint, dès mars 2009, l'Executive Office of the President à la Maison-Blanche comme « directrice de la participation citoyenne », puis, un an plus tard, comme conseillère spéciale au Bureau de l'innovation du département d'État. La seconde est nommée, en 2014, *Chief Technology Officer of the United States*, un poste de conseiller du président en matière de politique technologique et de transformation numérique du gouvernement et de l'administration.

⁴⁸ G. Deleuze, « Sur Leibniz », cours à l'Université Vincennes-Saint-Denis, 22 avril 1980.

tout en mobilisant des moyens pharamineux pour influencer sur le processus politique (2.1). Cette relation paradoxale gagne encore en complexité, eu égard à la profusion des trajectoires professionnelles coalescentes entre l'entreprise et l'administration fédérale. C'est pourquoi nous convoquons la notion bourdieusienne de champ du pouvoir, en ce qu'elle permet de penser ce double processus d'apparence contradictoire de déliaison et d'hybridation, non entre deux acteurs artificiellement réifiés, mais entre deux groupes d'agents structurellement liés, qui évoluent au sein d'un espace en cours de transformation (2.2).

2.1. Influencer un État contesté

Si les bureaucraties militaire, du renseignement et de la politique étrangère ont concouru à la destinée florissante de l'entreprise, Google s'est aussi construit contre l'État, par la contestation de son autorité politique en fait comme en droit. Le versant conflictuel de leur relation s'explique d'abord, chronologiquement, par les affinités libertariennes de Sergey Brin et de Larry Page. L'un des premiers indices de cette sympathie philosophique remonte à l'été 1999, lorsque le logo arboré sur la page d'accueil du moteur de recherche affichait, à la place du second « o » de Google, une silhouette enflammée représentant le mannequin ignescent sonnait le glas de *Burning Man*, un rassemblement annuel hétéroclite, libertarien et technophile, dans le désert du Nevada⁴⁹. « Monument à l'initiative individuelle et à l'entreprise libre », *Burning Man* est régi par

une dizaine de principes dont l'autonomie (*radical self-reliance*) et l'expression de soi radicales (*radical self-expression*)⁵⁰, et par une « éthique » de l'« interconnexion » des individus, métaphore consciente et revendiquée d'Internet. Ce « festival libertaire devenu libéral »⁵¹ – et même libertarien – tient une place singulière dans l'histoire de Google, en reliant l'entreprise aux nombreuses firmes de la Silicon Valley héritières de la contre-culture des années 1960 et de la passion utopique pour les nouvelles technologies créées pour l'armée états-unienne⁵². Sans doute avec quelque ironie, Sergey Brin déclara qu'Eric Schmidt avait été choisi pour diriger Google en 2001 parce qu'il était le seul candidat à s'être déjà rendu à *Burning Man*⁵³. Depuis 1999, l'entreprise a organisé des fêtes sur le modèle de *Burning Man* et conservé des listes d'adresses email internes dédiées au festival. Mais, surtout, *Burning Man* est devenu, pour les fondateurs de Google, un modèle politique. Lors de la conférence annuelle de l'entreprise (« Google I/O ») en 2013, Larry Page s'en expliqua :

« There are many things you could do you just can't do because they're illegal and they are not allowed by regulation. And that makes sense we don't want our world to change too fast. But maybe we should set aside a small part of the world, you know, like coming to *Burning Man* for example. That's an environment where people can try out different things but not everybody has to go. I think as technologists we should have some safe places where we can try out some new things and figure out what is the effect on society, what's the effect on people without having to deploy it kind into the normal world. »⁵⁴

⁴⁹ F. Turner, « Burning Man at Google: A Cultural Infrastructure for New Media Production », in A. Aneeh, L. Hall, P. Petro (eds.), *Beyond Globalization. Making New Worlds in Media, Art, and Social Practices*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2012, p. 30-48.

⁵⁰ Les dix principes de *Burning Man* ont été rédigés par l'un de ses fondateurs, Larry Harvey, en 2004 : <https://burningman.org/culture/philosophical-center/10-principles/>.

⁵¹ Voir O. Alexandre, « Burning Man : l'esprit de la Silicon Valley. Un festival libertaire devenu libéral », *Revue du Crieur*, vol. 11, n° 3, 2018, p. 86-107.

⁵² Voir F. Turner, *From Counterculture to Cyberculture. Stewart Brand, the Whole Earth Network, and the Rise of Digital Utopianism*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

⁵³ C. Taylor, « Talent Hunting in the Counterculture », *Business 2.0 Magazine*, 31 août 2006.

⁵⁴ « Larry Page Google CEO Complete Q & A at Google I/O 2013 », YouTube, 15 mai 2013 (consulté le 7 janvier 2021) : <https://youtu.be/AfK8h73bb-o?t=1556>

Chez Larry Page, *Burning Man* renvoie, pour emprunter la terminologie foucauldienne, à une manière d'hétérotopie⁵⁵ politique, un espace autre qui est « la contestation de tous les autres espaces », un contre-modèle aux antipodes du désordre et de l'imperfection qui y règnent⁵⁶. L'espace contesté ici est le territoire administré par l'État fédéral et ses « vieilles institutions comme la loi, etc. [qui] ne suivent pas le rythme de changement que nous avons imposé par la technologie ». Les dirigeants de Google vilipendent publiquement l'État, honnissent son inefficacité, sa présence envahissante, la vétusté de ses procédures, y compris sous la présidence Obama, au point de remettre en question la légitimité et l'existence même de la puissance publique. C'est du moins ce que suggère l'aide financière qu'accorde Google aux groupes d'intérêts libertariens⁵⁷, comme la Heritage Action (affiliée à la Heritage Foundation), le State Policy Network (paravent de plusieurs *think tanks* conservateurs et libertariens), la Federalist Society (organisation libertarienne très influente par la position sociale de ses membres), ou l'organisation Americans for Tax Reform, dirigée par Grover Norquist, un libertarien radical qui déclara vouloir non pas « abolir le gouvernement », mais simplement « le réduire à une taille telle qu'[il] puisse le traîner jusqu'à la salle de bain et le noyer dans la baignoire »⁵⁸.

Le tropisme antiétatiste des dirigeants de Google ne s'exprime pas seulement contre l'État fédéral États-Unis, il vise plus généralement l'« État moderne », au sens wébérien

du terme⁵⁹ : un État d'un autre âge, inadapté à ce qu'Eric Schmidt et Jared Cohen nomment, dans un ouvrage paru en 2013, « la nouvelle ère numérique » (*The New Digital Age*). Dans un article de 2010 de la revue *Foreign Affairs* préfigurant ce livre, Eric Schmidt et Jared Cohen s'efforcent de théoriser l'idée selon laquelle la diffusion des « technologies de connexion » (« *tools that connect people to vast amounts of information and to one another* ») entamerait la solidité des États-nations en transgressant les frontières territoriales et en substituant à l'ordre westphalien la dissémination de l'autorité politique entre « gouvernements, individus, organisations non gouvernementales et entreprises privées [qui] équilibreront leurs intérêts respectifs »⁶⁰. Selon eux, les formes traditionnelles de la diplomatie et de la politique étrangère seraient dépassées par cette « diffusion du pouvoir » vers les acteurs non étatiques. Aussi les États doivent-ils comprendre que les technologies de connexion ont échappé au « mécanisme monopoliste »⁶¹ et, partant, s'appuyer sur les entreprises de haute technologie, non seulement pour « promouvoir les valeurs de liberté, d'égalité et des droits de l'homme dans le monde entier », mais aussi pour continuer à assurer la structuration et la direction de leurs sociétés et leur rang dans le concert des nations :

*« In an era when the power of the individual and the group grows daily, those governments that ride the technological wave will clearly be best positioned to assert their influence and bring others into their orbits. And those that do not will find themselves at odds with their citizens. »*⁶²

⁵⁵ M. Foucault, *Œuvres*, t. 2, « Les utopies réelles ou lieux et autres lieux » [1966], Paris, Gallimard-Bibliothèque de la Pléiade, 2015, p. 1238-1247.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 1246.

⁵⁷ Les groupes mentionnés ici sont parmi ceux que Google a le plus financés. Voir la liste de ces organisations (« Third Party Organizations ») sur la page « Transparency » du site archivé (7 décembre 2013) des affaires publiques de Google : <https://web.archive.org/web/20131207040036/http://www.google.com/publicpolicy/transparency.html>.

⁵⁸ W. E. Nelson, « The Shutdown: Drowning Government in the Bathtub », *The Conversation*, 12 février 2019.

⁵⁹ M. Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

⁶⁰ E. Schmidt and J. Cohen, « The Digital Disruption. Connectivity and the Diffusion of Power », *Foreign Affairs*, vol. 89, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 80.

⁶¹ N. Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 (1^{ère} éd. allemande, 1939).

⁶² E. Schmidt and J. Cohen, « The Digital Disruption », *art. cit.*, p. 84-85.

L'au-delà de l'État-nation prophétisé par Google et le rééquilibrage des forces dont Schmidt et Cohen proclament l'avènement (« *governments and the private sector will continue to wield the most power* »⁶³) tardent pourtant à venir. En 2010, l'« alliance » entre gouvernements et entreprises qu'ils appellent de leurs vœux ne semble pas aller de soi ; or elle leur est nécessaire pour ouvrir et conquérir de nouveaux marchés. Cela explique peut-être qu'en dépit des liens étroits qui les unissent, Google a mené un travail d'influence somme toute classique auprès des pouvoirs publics, à commencer par un important lobbying. Au reste, ses dépenses en la matière ont explosé dans les années 2000, passant de 80 000 dollars en 2003 à plus de 18 millions en 2012. L'entreprise pèse également sur le financement de la vie politique, surtout depuis 2008, au principal bénéfice des candidats démocrates. Depuis 2012, Google (englobée dans le conglomerat Alphabet en 2015) fait partie des vingt sociétés les plus dépensières en matière de lobbying et de financement de campagnes électorales aux États-Unis. Elle fut même le plus important donateur des comités de campagne d'Hillary Clinton et de Joe Biden en 2016 et 2020, tous types d'organisation confondus⁶⁴.

Tous ces éléments réunis indiquent ainsi l'ambivalence des rapports des dirigeants de Google à l'État : une forme de proximité conflictuelle, faite d'interdépendance et de contestation. L'on ne peut toutefois s'en tenir à ce constat sans évacuer arbitrairement les transformations structurelles à l'œuvre dans le champ du pouvoir, qui ressortissent à la légitimation et à la valorisation du capital technique des agents de l'entreprise au sein

des champs bureaucratique et politique, ce dont témoigne le foisonnement des circulations professionnelles entre Google, l'administration et, dans une moindre mesure, le monde politique.

2.2. Les circulations professionnelles, signe de la réorganisation du champ du pouvoir

Poser l'interdépendance de Google et de l'État conduit à localiser les agents de l'entreprise dans une situation d'extériorité, voire d'extranéité, qui tend à occulter la position qu'occupent certains dirigeants de Google dans le champ du pouvoir états-unien. Une analyse attentive des itinéraires professionnels des représentants d'intérêts de l'entreprise apporte une première nuance à cet égard. Une très large majorité des lobbyistes employés par la firme (88 % des 104 lobbyistes en moyenne annuelle entre 2012 et 2020) sont, en effet, issus de l'administration fédérale, de la Maison-Blanche et du Congrès. Il ne s'agit pas, tant s'en faut, de salariés de l'entreprise pour la plupart, mais de professionnels du lobbying, avocats d'affaires et consultants en affaires publiques : entre 2015 et 2020, 90 % des lobbyistes en moyenne déclarés par Google n'étaient pas salariés par l'entreprise ou l'une des filiales du groupe Alphabet⁶⁵.

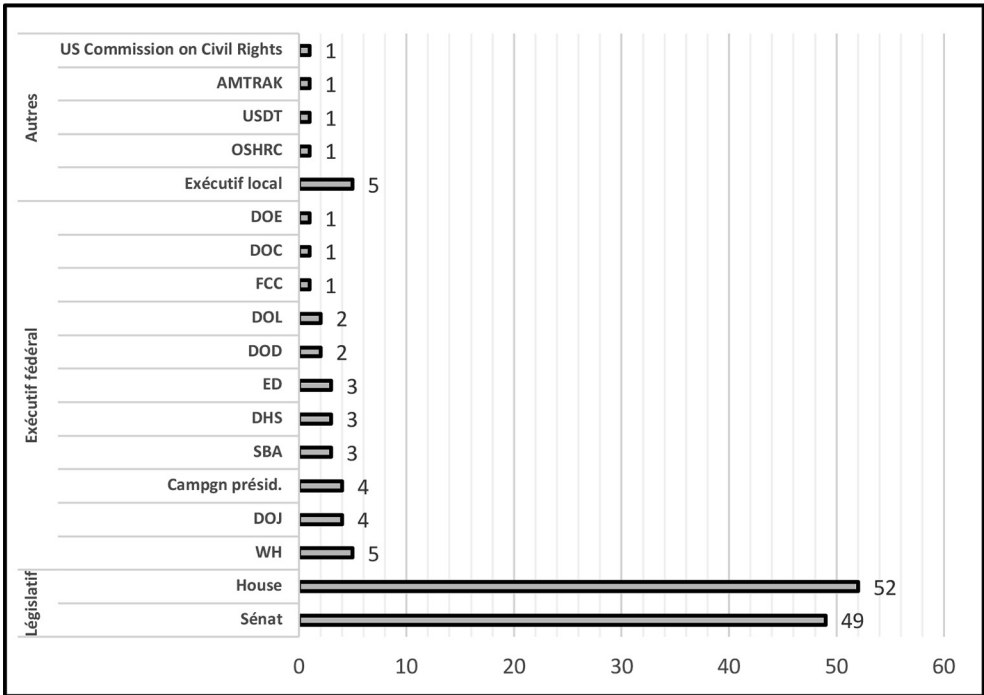
Au-delà des représentants d'intérêt de « métier », nombreux sont les anciens employés de l'État à avoir rejoint Google ces vingt dernières années. Nous avons identifié 276 personnes dont la carrière s'est déclinée entre l'État fédéral et Google, entre janvier

⁶³ *Ibid.*, p. 76.

⁶⁴ Ces statistiques ont été établies à partir des données du Senate Office of Public Records, en particulier celles des *Lobbying Disclosure Act Reports* : <https://lda.senate.gov/system/public/>. À ces données s'ajoutent celles du Center for Responsive Politics : <https://www.opensecrets.org/>

⁶⁵ La plupart travaillent pour des cabinets d'avocats d'affaires et des cabinets de conseil spécialisés en affaires publiques et en communication stratégique. En 2018, Google a recouru aux services de 108 lobbyistes issus de 27 cabinets. Trois de ces cabinets (Franklin Square Group, Mehlman Castagnetti et Crossroads Strategies) ont mis à la disposition de Google plus de dix lobbyistes. Les cabinets les mieux rémunérés sont Prime Policy Group (360 000 dollars), Crossroads Strategies, Franklin Square Group, Gephardt Group et S-3 Group (320 000 dollars chacun).

Figure 1. Les représentants d'intérêt de Google issus du secteur public aux États-Unis (2018)



Acronymes :

AMTRAK : Entreprise ferroviaire publique des États-Unis

DHS : Département de la Sécurité intérieure

DOC : Département du Commerce

DOD : Département de la Défense

DOE : Département de l'Énergie

DOJ : Département de la Justice

DOL : Département du Travail

ED : Département de l'Éducation

FCC : Commission fédérale des Communications

OSHR : Occupational Safety and Health Review Commission

SBA : Small Business Administration

USDT : Département du Trésor

WH : Maison-Blanche

2002 et janvier 2017⁶⁶. La Maison-Blanche et le département de la Défense sont les institutions les mieux représentées : vingt personnes ont quitté le département de la Défense pour rejoindre Google (trois ont pris le chemin inverse) et 29 personnes ont été recrutées par Google après leur passage à la Maison-Blanche, contre 30 personnes recrutées par la Maison-Blanche dans les

rangs de Google. Les autres grandes zones de recrutement sont le comité de campagne de Barack Obama, la NASA, le département d'État, le Congrès et le département du Commerce. Comme pour les lobbyistes, le nombre de recrues issues du secteur public a crû au tournant des années 2010, avec un pic à 38 embauches en 2014, contre six en 2009.

⁶⁶ Sont comprises également les filiales de Google/Alphabet ainsi que les entreprises dirigées ou financées par des cadres dirigeants de Google, comme Civis Analytics, une start-up en partie financée par Eric Schmidt, créée en 2013 par l'ancien *Chief Analytics Officer* de la seconde campagne présidentielle de Barack Obama.

Les recrutements visent principalement des cadres de la fonction publique fédérale, des membres de cabinets, ainsi que des ingénieurs et scientifiques, en particulier des spécialistes du traitement de données numériques. Sur les 158 personnes recrutées directement par Google dans le secteur public (filiales et entreprises sœurs exclues), un peu moins d'un quart (23,5 %) sont ingénieurs, informaticiens et mathématiciens ; près d'un cinquième (18,5 %) viennent des cabinets ministériels ou présidentiel et 13 % travaillaient à la tête de directions administratives d'agences, de départements, de la Maison-Blanche ou du Congrès. Les autres se répartissent entre une multitude de positions : communicants et chargés d'affaires publiques (8 %), agents administratifs (6,5 %), analystes politiques (5 %), spécialistes des questions financières (5 %), spécialistes du renseignement (4,5 %), diplomates (4 %), et quelques membres du gouvernement et du Congrès (4 %). Les rangs hiérarchiques et les fonctions antérieures varient sensiblement : du simple analyste du département de la Défense spécialiste du terrorisme à l'ancien vice-président Al Gore⁶⁷, en passant par le directeur des politiques de cybersécurité de la Maison-Blanche, la directrice de la DARPA (Regina Dugan)⁶⁸, ou encore la directrice de l'information du National Reconnaissance Office, l'agence de renseignement spatial, Michele Weslander Quaid. Le parcours de cette dernière illustre l'une des fonctions des recrutements au sein de l'État fédéral. En 2011, après neuf ans passés au sein de l'*intelligence community* à plusieurs postes de direction, elle devint la directrice de la technologie pour le « secteur public » et *chief innovation evangelist* de Google. Autrement dit, elle fut chargée de faciliter la passation de contrats avec le gouvernement. Jusqu'à son départ en 2015, elle joua le rôle

de relais, de *go-between* entre Google et l'État fédéral, d'interprète entre « la langue de la Silicon Valley et la langue du gouvernement » afin de « faciliter la compréhension des deux côtés »⁶⁹.

L'analyse des recrutements de l'administration fédérale dans les rangs de Google témoigne, quant à elle, d'un net intérêt pour l'expertise acquise par ces agents au sein de l'entreprise ; ils pointent, en creux, la valeur accordée par la présidence Obama aux TIC comme instruments de gouvernement.

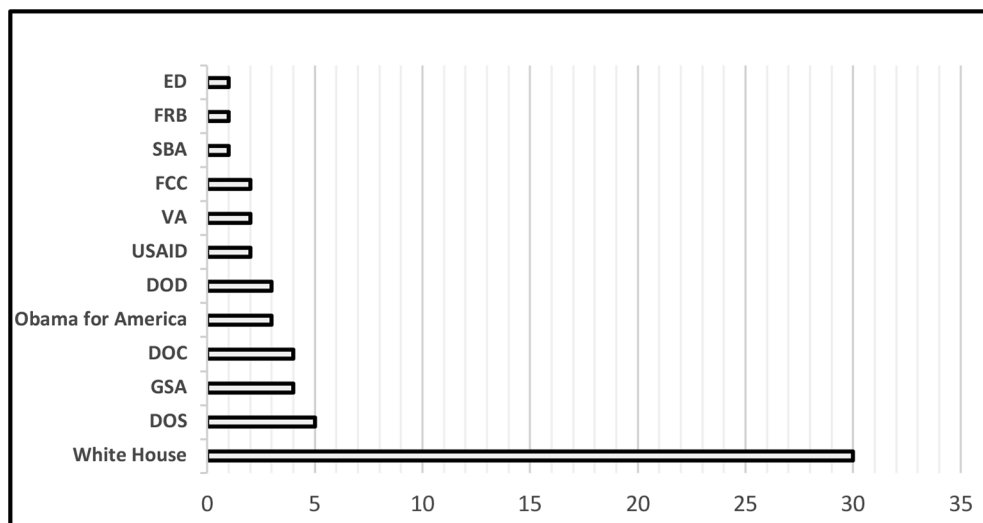
Nous avons identifié 58 trajectoires professionnelles de Google vers l'administration fédérale, entre 2007 et 2016, dont plus de la moitié vers la Maison-Blanche. Treize des recrues de la Maison-Blanche ont été affectées à un service créé en 2014, le U.S. Digital Service, rattaché à l'Executive Office of the President et chargé de la « transformation numérique » de l'administration fédérale. Le service est né en réaction au piratage attribué au gouvernement chinois des données de l'Office of Personnel Management, l'agence supervisant les fonctionnaires civils de l'administration fédérale. Le premier directeur du Digital Service fut Mickey Dickerson, ingénieur de Google. Le service reflète la vocation de ces recrutements : permettre aux différents départements, aux agences fédérales et à la Maison-Blanche de tirer parti des technologies numériques. C'est le rôle confié à 96 % des recrues, parmi lesquelles un *Chief Technology Officer* (CTO) et *Assistant* du président Obama, deux CTO adjoints, un sous-secrétaire au Commerce, ou encore un *Deputy Assistant Secretary of Defense*.

Au « champ intermédiaire » que forment les cabinets d'avocats d'affaires et de relations publiques et qui accélère le

⁶⁷ Les deux sites web archivés d'Al Gore (www.algoresupportcenter.com et www.algore.com) présentent une notice biographique et indiquent qu'il fut *senior adviser* de Google entre 2002 et janvier ou février 2013.

⁶⁸ Elle quitte la DARPA en 2012 pour être recrutée directement comme vice-présidente de l'ingénierie et des projets et technologies avancés de Google. Puis elle est recrutée par Facebook en 2016.

⁶⁹ « Google Innovation Evangelist and Public Sector CTO Michele Weslander Quaid Discusses how to Inspire the Next Generation into STEM », *WashingtonExec*, 14 février 2014.

Figure 2. Recrutements dans les rangs de Google par organisme fédéral (2007-2016)

Acronymes :

ED : Département de l'Éducation
 FRB : Federal Reserve Board
 SBA : Small Business Administration
 FCC : Federal Communications Commission
 VA : Département des Vétérans

USAID : U.S. Agency for International Development
 DOD : Département de la Défense
 GSA : General Services Administration
 DOC : Département du Commerce
 DOS : Département d'État

« brouillage » de la frontière public-privé⁷⁰, ces circulations professionnelles superposent un inextricable écheveau de relations *immédiates* entre des univers sociaux qu'une partie de la doctrine juridique et de la théorie politique conçoit comme essentiellement différenciés⁷¹. Pour appréhender ce phénomène, il est utile de recourir à la notion souple de champ du pouvoir, en ce qu'elle permet de penser Google et l'État en les « déréifiant » pour déporter le regard vers les relations qu'entretiennent, d'une part, les agents

dominants du champ économique que sont les dirigeants de Google et, d'autre part, les agents dominants des champs bureaucratique et politique. Partant, ces relations que l'on nomme hybridation et déliaison n'opèrent pas au niveau d'entités abstraites, mais au niveau d'agents issus de champs à la fois distincts et unis au sein de ce « méta-champ »⁷² qu'est le champ du pouvoir. En effet, les circulations de ces agents participent de ce que Pierre Bourdieu qualifie de « solidarité organique des pouvoirs »⁷³, fondée, en l'espèce, sur des

⁷⁰ P. France et A. Vauchez, *Sphère publique, intérêts privés*, op. cit., p. 12.

⁷¹ Parmi les exemples de cette approche en France, voir P. Birnbaum, *Les sommets de l'État. Essai sur l'élite au pouvoir en France*, Paris, Seuil, 1994 (1^{re} éd. 1977) ; E. Suleiman, *Les élites en France*, Paris, Seuil, 1979. Pour la littérature américaine, voir D. Levi-Faur and Y. Kariv-Teitelbaum, « Regulation », in D. Berg Schlosser, B. Badie, L. Morlino (eds.), *The SAGE Handbook of Political Science*, Londres-Thousand Oaks, Sage, 2020, p. 1152-1172.

⁷² F. Denord, « Champ du pouvoir », in G. Sapiro (dir.), *Dictionnaire international Bourdieu*, Paris, CNRS Éditions, 2020 (éd. numérique), p. 264.

⁷³ P. Bourdieu, « Champ du pouvoir et division du travail de domination », art. cit., p. 136.

intérêts convergents (commerciaux pour les uns, politiques pour les autres) et un système d'échanges de ressources liées à leurs capitaux respectifs, la particularité des cadres dirigeants de Google étant d'être situés en position dominante au sein du champ économique et de posséder un fort capital technique (sous-espèce du capital culturel) dans le domaine des technologies de l'information. Ils participent à un système d'échanges dans lequel ils font bénéficier militaires, agents de renseignement, politiques et diplomates de leur expertise et, en retour, reçoivent de ces derniers l'appui nécessaire pour conquérir de nouveaux marchés (comme l'Irak), voire pour mettre l'entreprise à l'abri d'initiatives politiques hostiles, comme peut-être lorsqu'en 2013, les commissaires de la Federal Trade Commission, nommés par Barack Obama, ont décidé de cesser leurs poursuites contre Google pour violation des lois antitrust, contre l'avis des juristes de l'agence⁷⁴.

Cette interdépendance n'en demeure pas moins partielle et les intérêts de chacun peuvent à l'occasion entrer en concurrence, comme le montre cette audition du secrétaire à la Défense, Patrick Shanahan, et du chef d'état-major des armées, le général Dunford, devant le comité des forces armées du Sénat en mars 2019 : le premier y dénonce le « soutien à la Chine » de Google et, par contraste, son « manque de soutien au département de la Défense » ; le second avance que « le travail que fait Google en Chine [...] bénéficie directement à l'armée chinoise »⁷⁵. Ici, intérêts économiques et géopolitiques se disjoignent : Google voit dans ses investissements en Chine le préalable nécessaire à l'ouverture d'un marché important alors que l'administration fédérale y décèle un risque de transferts de technologies à vocation potentiellement militaire dans un contexte de montée des tensions entre Pékin et Washington. La situation est d'autant plus mal vécue par les hiérarques

du Pentagone que les dirigeants de Google ont dû interrompre un partenariat avec le département de la Défense (dans le cadre du projet Maven, débuté en 2017) sous la pression d'une partie de leurs salariés outrés d'apprendre la collaboration, jusqu'alors tenue secrète, de leur entreprise à ce programme d'identification automatisée de cibles par les drones de l'armée américaine.

La notion de champ du pouvoir permet ainsi de penser ensemble ce double processus d'hybridation et de déliaison, en évitant l'écueil de la réification des dominants sous la forme d'une classe dirigeante parfaitement unifiée et consciente de ses intérêts. En effet, les auditions de Patrick Shanahan et de Joseph Dunford non seulement mettent en évidence l'existence d'intérêts et de préférences parfois antagonistes, mais encore montrent également que le processus de déliaison peut procéder de tensions internes : d'un côté, une partie des salariés de Google qui refusent de prendre part à des programmes militaires et contraignent leur hiérarchie à faire volte-face ; de l'autre, une partie de l'exécutif et du Congrès qui reprochent à Google sa déloyauté ; et chacun suivant des tiraillements autour de la définition des intérêts et des préférences au sein de leurs institutions respectives.

Au reste, ces tensions n'auraient pas lieu d'être si le capital technique acquis par le personnel de Google ne faisait pas l'objet d'une légitimation et d'une valorisation majeures par les pouvoirs publics. C'est sans doute à partir de la réorganisation de la hiérarchie des différentes espèces de capital au sein des champs politique et bureaucratique, au bénéfice de Google, et, par suite, à l'aune de ses effets sur la structure du pouvoir au sein du champ du pouvoir, qu'il faut mesurer l'abondance de ces circulations professionnelles et, parmi elles, celles, notables, de Jared Cohen et d'Eric Schmidt.

⁷⁴ L. Nylen, « How Washington Fumbled the Future », *Politico*, 16 mars 2021.

⁷⁵ Auditions de Patrick Shanahan et du général Joseph Dunford, Senate Committee on Armed Services, 14 mars 2019, p. 80-82 : <https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/19-25-03-14-19.pdf>.

Sans retracer toutes les étapes de leur carrière, rappelons qu'en entrant chez Google, les activités de Jared Cohen sont demeurées étonnamment similaires à celles qu'il menait au département d'État. Le 25 juillet 2012, par exemple, il prit contact avec ses anciens collègues et supérieurs⁷⁶ pour les informer du lancement, par Google Ideas, d'un programme d'identification des défecteurs du régime syrien, défections dont Hillary Clinton cherchait déjà à tirer un bénéfice politique⁷⁷ : « *Our logic behind this is that while many people are tracking the atrocities, nobody is visually representing and mapping the defections, which we believe are important in encouraging more to defect and giving confidence to the opposition* »⁷⁸. Le ton du message assimile Cohen et Google, non point tant à des « partenaires » du département, au sens des partenariats public-privé qui fleurissent dans le sillage des recompositions de l'État occidental⁷⁹, mais plutôt à des agents aux intérêts convergents, capables de conduire voire de définir des politiques publiques, sans qu'aucune base juridique ne formalise leur relation : « *Please keep this very close hold and let me know if there is anything else you think we need to account for or think about before we launch. We believe this can have an important impact* », conclut-il. Transférant le courriel à Hillary Clinton, Jacob J. Sullivan, directeur du Policy Planning Staff, se contente d'un laconique : « *FYI – this is a pretty cool idea* », validant, sans autre forme de contrôle

ou de concertation, l'initiative de son ancien collègue et de son employeur. L'échange, du reste, fut suivi d'effets : cinq jours plus tard, le groupe de médias qatarien Al Jazeera, mentionné dans le courriel, publia une enquête sur les déserteurs du régime syrien (« *Tracking Syria's defections* »⁸⁰) en partenariat avec Movements.org, l'organisation créée par Jared Cohen sous l'égide du département d'État dans le sillage de l'Alliance of Youth Movements évoquée plus haut, que Google puis YouTube sponsorisaient. L'article précise, du reste, que les outils de Google ont été utilisés pour la réaliser.

Quant à Eric Schmidt, il fut non seulement le ou l'un des principaux dirigeants de Google entre 2001 et 2018, mais encore il conseilla Al Gore durant l'élection présidentielle de 2000, fit campagne pour Obama en 2008, lui prodigua conseils et finances à un moment où le Congrès envisageait (déjà) de grever le modèle économique de Google en régulant l'usage des données personnelles à des fins publicitaires. En avril 2009, après avoir refusé le poste de *U.S. Chief Technology Officer*⁸¹, il entra au Council of Advisors on Science and Technology du nouveau président – parmi les GAFAM, seul Microsoft y était aussi représenté. Considéré comme le « mentor » de Jim Messina, directeur adjoint de cabinet et directeur de la campagne de Barack Obama, surnommé « la personne la plus puissante de Washington dont vous n'avez jamais entendu parler »⁸², Schmidt fut pressenti au poste de

⁷⁶ Il s'agit de William Burns, secrétaire d'État adjoint aux affaires politiques, Jake Sullivan, directeur de la planification politique, et Alec Ross, conseiller principal pour l'innovation.

⁷⁷ « Clinton Hails Defection of Syrian Military Official, a Longtime Assad Aide and Confidant », *The Times of Israel*, 6 juillet 2012. En ligne (consulté le 23 juin 2021).

⁷⁸ Hillary Clinton, « SYRIA », email ID 12166 (3 août 2012), Hillary Clinton Email Archive, WikiLeaks, 16 mars 2016.

⁷⁹ Cette interprétation est notamment défendue par M. Quessard, *Stratégies d'influence et guerres de l'information. Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 305-327.

⁸⁰ « Interactive: Tracking Syria's defections », Al Jazeera, 30 juillet 2012. URL (consulté le 23 juin 2021) : <https://www.aljazeera.com/news/2012/7/30/interactive-tracking-syrias-defections>.

⁸¹ La création du poste de US CTO a été annoncée par Barack Obama, lors de la campagne présidentielle de 2008, la veille de sa première visite au siège de Google. Il s'agit d'un poste de conseiller technologique du président et de coordinateur de la numérisation et des politiques technologiques de l'administration.

⁸² G. Kwek, « The Man Behind the Man: how a Strategist Called Jim got Barack Obama Back into the White House », *The Sydney Morning Herald*, 8 novembre 2012.

secrétaire au Commerce ou au Trésor, avant de décliner l'offre⁸³.

La dernière année du mandat d'Obama, en mars 2016, le secrétaire à la Défense Ash Carter le nomma à la tête d'un comité, le Defense Innovation Board (DIB), afin de transférer les innovations techniques et organisationnelles du secteur privé vers le Pentagone. Il y critiqua assidûment les pesanteurs bureaucratiques de l'institution qui, selon lui, brident l'innovation et le travail des militaires. Il y plaida également pour l'implication accrue des entreprises de haute technologie dans l'orientation et la conduite des politiques de défense, ainsi que pour un renouvellement substantiel des viviers de recrutement du département : « *the Pentagon would be better off if it hired no one but engineers for a year* »⁸⁴. Loin d'être un handicap, sa position marginale dans le champ bureaucratique semble, au contraire, lui avoir assuré une autorité certaine, y compris sur les agents plus anciennement établis qui jouissent traditionnellement d'une légitimité supérieure. En juillet 2016, par exemple, quatre mois seulement après son arrivée au DIB, il opposa sans ménagement la légitimité de son capital technique d'entrepreneur de la Silicon Valley au général Thomas, pourtant l'un des plus hauts gradés de l'armée, en fustigeant l'incompétence des militaires en intelligence artificielle (« *You absolutely suck at machine learning* ») tout en se prévalant de compétences supérieures : « *If I got under your tent for a day, I could solve most of your problems* »⁸⁵. Cet aplomb est sans doute aussi

le résultat d'un processus de légitimation interne à l'administration : Eric Schmidt fit son entrée au Pentagone à la demande pressante du secrétaire à la Défense⁸⁶, qui lui accorda, ainsi qu'aux membres du DIB, un droit d'accès à l'ensemble du personnel, des sites et des programmes du département⁸⁷ – privilège extraordinaire pour un civil, *a fortiori* pour un dirigeant d'entreprises sous contrat avec le Pentagone.

En effet, tandis qu'il cumulait ces fonctions au Pentagone, à la Maison-Blanche, chez Alphabet et d'autres sociétés sous contrat avec le département de la Défense (DoD)⁸⁸, Google et le département poursuivirent leur collaboration. L'exploitation des données du Federal Procurement Data System, fussent-elles lacunaires, dévoile 46 contrats passés⁸⁹ durant le mandat d'Eric Schmidt au DIB (2016-2020) entre Google, ses filiales et diverses institutions fédérales, dont six avec le département de la Défense et 25 uniquement durant les tout derniers mois de la présidence d'Obama. Avec une moyenne de 4,2 contrats par an sous le mandat de Donald Trump, cette collaboration semble de prime abord avoir été moins fructueuse, 26 contrats par an en moyenne ayant été passés sous l'administration démocrate (2009-2016) (voir figure 3).

Malgré ce recul, l'alternance politique n'a écarté ni Eric Schmidt ni Google des institutions fédérales : d'une part, Schmidt fut maintenu à la tête du DIB jusqu'au terme de son mandat, en septembre 2020 ; d'autre

⁸³ Eût-il été épargné par la législation sur les conflits d'intérêt, son acceptation l'aurait sans doute conduit à devoir non seulement quitter ses fonctions chez Google, mais aussi à vendre ses parts dans l'entreprise, soit environ cinq milliards de dollars. Voir D. Goldman, « Why Schmidt might have to sell Google stake », *CNNMoney*, 19 avril 2011.

⁸⁴ K. Conger and C. Metz, « 'I Could Solve Most of Your Problems' », *art. cit.* L'idée selon laquelle non seulement le gouvernement, mais encore le monde entier nécessitent davantage d'ingénieurs transparaît nettement dans l'ouvrage rédigé par E. Schmidt et J. Rosenberg, *How Google Works*, New York-Boston, Grand Central Publishing, 2014.

⁸⁵ *Ibid.*

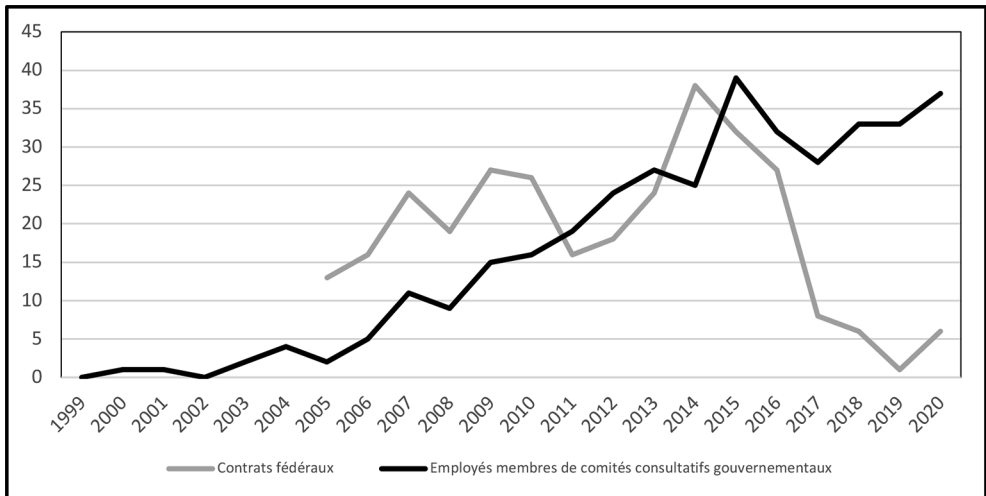
⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ J. Bandler *et alii*, « How Amazon and Silicon Valley Seduced the Pentagon », *ProPublica*, 22 août 2019.

⁸⁸ Il est le principal investisseur et siège au conseil d'administration de Rebellion Defense, une start-up fondée par d'anciens responsables du DoD, qui a remporté quatre contrats avec le Pentagone entre 2019 et 2020, pour un montant total de 1,65 million de dollars.

⁸⁹ Ce chiffre ne tient pas compte des contrats obtenus par des sous-traitants pour la fourniture de produits et services de Google.

Figure 3. Contrats fédéraux et nombre d'employés de Google membres de comités consultatifs fédéraux (1999-2020)



part, Google fut sélectionné, en 2017, pour participer au projet Maven, lancé par le secrétaire adjoint à la Défense, Robert Work, avec le soutien d'Eric Schmidt, et l'entreprise continua à investir massivement les comités consultatifs des agences et des départements. En 2020, Google était, parmi les GAFAM⁹⁰, l'entreprise la mieux représentée au sein de ces comités avec 37 représentants⁹¹, dont quinze à la NSF, neuf au DoD et cinq au département du Commerce (voir figure 4).

Par ailleurs, l'ancrage institutionnel et les attributions d'Eric Schmidt se sont élargis, en 2018, lorsque le Congrès (à majorité républicaine) lui a confié la présidence de la National Security Commission on Artificial Intelligence, une commission chargée d'établir une stratégie nationale de développement de l'intelligence artificielle à des fins économiques, militaires et sécuritaires. Parmi les quinze membres de la commission figurent

d'ailleurs des cadres dirigeants de grandes entreprises technologiques (Google, Oracle, Microsoft, Amazon, SAIC), le PDG d'In-Q-Tel (ancien directeur général d'Intel) et la présidente de l'Université d'État du Dakota (ancienne de Microsoft, d'Apple et d'IBM), entre autres ; Google est la seule entreprise doublement représentée⁹².

Le fait de confier ces missions à Eric Schmidt et aux autres représentants de l'entreprise témoigne également de ce que les dirigeants de Google et une partie du personnel politique et administratif partagent une commune vision techniciste du politique et, tout spécialement, la conviction d'une plus grande efficacité des technologies de l'information et des technologies associées à celles-ci (comme l'intelligence artificielle) dans la conduite des affaires humaines, quelles qu'elles soient, avec, en ligne de mire, l'achèvement de la « gouvernementalité algorithmique »⁹³

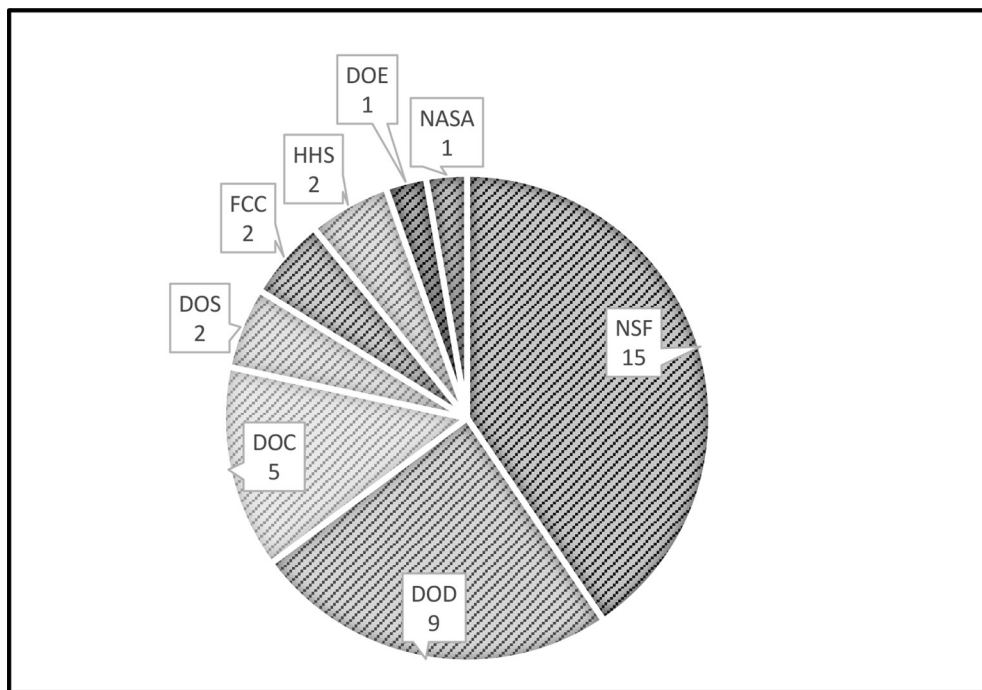
⁹⁰ Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft.

⁹¹ Devant IBM (34), Microsoft (23), Apple (13), Facebook (11) et Amazon (9).

⁹² Ajoutons que Robert Work, proche d'Eric Schmidt, est le vice-président de la commission.

⁹³ A. Rouvroy et T. Berns, « Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation ? », *Réseaux*, n° 177, 2013, p. 163-196.

Figure 4. Représentants de Google membres de comités consultatifs fédéraux, par agence ou département (2020)



Acronymes :

DOC : Department of Commerce

DOD : Department of Defense

DOE : Department of Energy

DOS : State Department

FCC : Federal Communications Commission

HHS : Department of Health and Human Services

NASA : National Aeronautics and Space Administration

NSF : National Science Foundation

comme modèle d'affaires et comme principe de politique publique. Cette proximité intellectuelle est d'autant plus remarquable qu'elle se manifeste, de longue date, jusque sur des terrains peu propices au consensus, tels que le transhumanisme et ses applications militaires. Recruté par Google en 2012 comme directeur de l'ingénierie, Ray Kurzweil, figure de proue du mouvement transhumaniste, avait ainsi

été membre du conseil scientifique de l'U.S. Army quelques années plus tôt⁹⁴. Google participe ou a pris part à plusieurs programmes de recherche dans ce domaine, comme la *Brain Initiative*, lancée par Barack Obama en 2013 et menée par six agences fédérales dont la DARPA et son pendant dans le domaine du renseignement, l'Intelligence Advanced Research Projects Activity (IARPA)⁹⁵.

⁹⁴ Google l'a notamment chargé de conseiller sa filiale Calico, spécialisée dans la lutte contre le vieillissement. « Google announces Calico, a new company focused on health and well-being », communiqué, 18 septembre 2013.

⁹⁵ La plupart des projets de recherche menés par la DARPA au sein de la *Brain Initiative* peuvent être qualifiés de transhumanistes, qu'ils visent à l'auto-guérison des fonctions organiques (programme ElectRx) ou à l'amélioration de la formation des recrues du DoD par renforcement des connexions neuronales (programme TNT). Voir la page « DARPA and the Brain Initiative » sur le site web de l'agence (www.darpa.mil).

Si le parcours d'Eric Schmidt matérialise de façon incomparable un mouvement plus vaste d'interpénétration des trajectoires professionnelles entre l'État fédéral et Google, qui se poursuit sous l'administration Biden⁹⁶, c'est bien aussi parce qu'il incarne cette prééminence de la technique sur le politique qu'admettent communément les dirigeants de la Silicon Valley et une partie du personnel politico-administratif états-unien⁹⁷. C'est pourquoi, nonobstant les divisions, les antagonismes et les intérêts parfois concurrents de ces agents, ces parcours coalescents offrent l'image de pouvoirs interdépendants, solidaires⁹⁸ et unis dans la croyance en la capacité des technologies de l'information d'atteindre à l'optimum de l'action publique. Davantage même, ils sanctionnent la supériorité des ressources technologiques générées au sein de Google sur l'instrumentation traditionnelle du pouvoir bureaucratique et politique et, ce faisant, tendent à intégrer les agents passés par Google dans le champ du pouvoir états-unien, précisément en tant qu'ils y acquièrent, réellement ou symboliquement, un type spécifique de capital conférant « le pouvoir sur les différents pouvoirs »⁹⁹.

CONCLUSION

Pour comprendre l'histoire des relations de Google et de l'État fédéral, nous nous sommes efforcé de nous départir d'une inclination réificatrice qui nous eût conduit à considérer ces

deux entités comme des réalités *per se* et, partant, à agiter des « signifiants asémantiques » sans prise sur le *réel*, pour reprendre une formule lacanienne. Aussi avons-nous fait le choix de les saisir à travers les jeux d'échanges et les circulations d'agents issus de différents champs (économique d'un côté, politique et bureaucratique de l'autre), disposant de capitaux et de pouvoirs spécifiques dont la valeur et la légitimité relatives conditionnent leur position dans le champ du pouvoir états-unien. Autrement, les conditions de la création de Google sous l'égide des agences fédérales, puis la multiplication des partenariats public-privé – y compris informels dans le cadre de la politique étrangère –, conjuguées à la masse des circulations professionnelles ondoyant entre l'État fédéral et Google, conduiraient naturellement l'analyse à conclure à l'affaiblissement de la différenciation classique entre État et entreprise. À telle enseigne que l'on pourrait écrire l'histoire de Google comme celle d'une entreprise tendue vers sa confusion progressive avec l'État, chacun paraissant, en effet, se fondre l'un dans l'autre, par-delà les situations de coopération et de contestation réciproque. On assisterait donc à l'involution du processus de différenciation de l'appareil administratif, gage de son indépendance vis-à-vis de la société¹⁰⁰.

Toutefois le cas ici étudié ne permet ni de conclure à la « fin de l'État »¹⁰¹ ni à son dépérissement tendanciel ; il ne dessine pas plus les linéaments d'un « État faible » tout juste susceptible de suppléer aux défaillances

⁹⁶ On peut par exemple citer le cas d'Arun Majumdar, sous-secrétaire à l'Énergie sous Obama, embauché par Google en 2012, qui a été sélectionné par Joe Biden pour diriger la transition dans les institutions fédérales en charge de l'énergie.

⁹⁷ À ce sujet, voir l'ouvrage critique de E. Morozov, *To Save Everything, Click Here*, *op. cit.*

⁹⁸ « *We're family* » avait déclaré Kamala Harris, alors procureure du district de San Francisco, en 2010, lors d'une discussion avec le vice-président de Google, David Drummond, dans les locaux de la firme à Mountain View. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=AJlIQ9d3pYM>

⁹⁹ P. Bourdieu, « Champ du pouvoir et division du travail de domination », *art. cit.*, p. 128.

¹⁰⁰ Sur la différenciation de l'appareil administratif comme garantie de l'autonomie et de l'indépendance de l'État, voir notamment P. Birnbaum et B. Badie, *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset, 1979. Sur la différenciation du champ du pouvoir et ses rapports à la genèse de l'État moderne, voir P. Bourdieu, « De la maison du roi à la raison d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 118, juin 1997, p. 55-68.

¹⁰¹ F. Ramel, « Les débats contemporains sur "la fin des États" », *Politique étrangère*, 2^e série, vol. 39, n° 1, printemps 2018, p. 25-35.

du marché¹⁰², image souvent accolée à l'État fédéral états-unien¹⁰³. L'interpénétration des trajectoires professionnelles, des intérêts, des préférences politiques et des représentations technicistes des agents de l'État et de Google tracent bien plutôt les contours d'une formation baroque, à la manière contrapuntique d'une fugue de Bach – deux mélodies apparemment séparées (Google et l'État) s'entrecroisent et composent une œuvre commune sans s'annihiler l'une l'autre. La cartographie sommaire que nous avons esquissée de cette structure dyadique, où Google et l'État semblent harmoniser des partitions distinctes, correspond à ce que Pierre Bourdieu nomme le champ du pouvoir. Il s'ensuit que les acteurs de cette histoire ne sont pas ces abstractions théoriques mais certains agents dominants des champs économique, bureaucratique et politique, dont les intérêts localisés (selon les coordonnées spécifiques à leurs champs respectifs) entrent en congruence les uns avec les autres ; ils communient dans une même croyance en l'efficacité des technologies de l'information, domaine dans lequel les cadres dirigeants de Google sont parvenus à s'imposer aux yeux du personnel politique et administratif.

Serait-ce le signe d'un phénomène plus large, englobant l'ensemble des entreprises réunies communément sous l'acronyme GAFAM ? En effet, l'État n'est guère plus étranger à leur réussite, et les circulations professionnelles entre public et privé y sont foisonnantes¹⁰⁴, comme les partenariats avec l'État fédéral, jusques et y compris dans le secteur de la défense, du renseignement et de la diplomatie. Mais aucune de ces entreprises ne semble occuper une position aussi ferme et durable dans le champ du pouvoir que Google. L'accumulation et la production continue d'un capital spécifique (les technologies de l'information et leurs

déclinaisons successives) et hérité (le capital bureaucratique, par la voie des recrutements) et de ressources propres à cet espace (proximité au pouvoir de nomination politique, capacité à manier les instruments de l'État et de la compétition politique) ont permis à Google, d'une part, d'accroître la valeur relative et la légitimité de son capital technique ou « technologique » parmi les autres « types de capitaux qui procurent un pouvoir sur le fonctionnement des différents champs »¹⁰⁵ ; d'autre part et corrélativement, d'exercer un pouvoir sur le champ bureaucratique, au détriment d'agents permanents et consacrés.

Cela n'aurait sans doute pas été possible si une interdépendance de fait ne s'était pas formée entre ces agents, si leurs intérêts sectoriels n'avaient pas convergé, et si l'expertise technique de l'entreprise n'avait pas suscité la convoitise du département de la Défense, des agences de renseignement, de la diplomatie états-unienne et d'une partie du monde politique. L'« ascension » politique de Google, représentée par l'accession de certains de ses dirigeants au champ du pouvoir participe, en effet, de « la transformation de la structure du pouvoir » au sein de ce champ, sous l'effet de l'objectivation des technologies de l'information en tant qu'instruments de domination, non seulement dans le champ économique, mais également dans les champs bureaucratique et politique. D'une certaine manière, la prise de position de Sergey Brin, de Larry Page, d'Eric Schmidt et de quelques autres cadres de Google dans le champ du pouvoir états-unien procède de la conjonction de leur important capital technique et d'une fenêtre d'opportunité ouverte, à la fin des années 1990, lorsque les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont devenues un enjeu de premier ordre pour les agents de l'État.

¹⁰² M. Mazzucato, *L'État entrepreneur*, op. cit., p. 27-28.

¹⁰³ Voir W. J. Novak, « The Myth of the “Weak” American State », *American Historical Review*, vol. 113, n° 3, juin 2008, p. 752-772 ; D. King et R. C. Lieberman, « L'État aux États-Unis : nouvelles perspectives de politique comparée pour en finir avec le mythe de l'État “faible” », *Revue française de sociologie*, vol. 52, n° 3, 2011, p. 481-507.

¹⁰⁴ En 2020, les lobbyistes d'Amazon, Facebook, Apple et Microsoft étaient, en moyenne, à 81,6 % issus de l'administration fédérale, de la Maison-Blanche et du Congrès, contre 84 % pour les lobbyistes d'Alphabet.

¹⁰⁵ F. Denord, « Champ du pouvoir », art. cit., p. 264.